

Département de la SEINE-MARITIME  
Arrondissement de ROUEN  
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE  
Ville de MALAUNAY

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RESEAU GRDF  
IMPASSE DE LA CRESSONNIERE**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY**

VU,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à 6,
- Le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10,
- Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation routière,
- L'arrêté du 6 Novembre 1993 relatif à la signalisation routière temporaire,
- Le règlement de voirie métropolitain adopté par délibération du 1<sup>er</sup> avril 2019,

CONSIDERANT

- La demande datée du 9 mai 2023 présentée par l'entreprise SATO – GB FORAGE.
- Que celle-ci n'est pas incompatible avec la destination du domaine public, l'intégrité des ouvrages et la sécurité des usagers de l'espace public.
- Qu'en raison du déroulement des opérations de renouvellement du réseau GRDF suite travaux sur l'ouvrage d'art (pont) réalisées par l'entreprise SATO – GB FORAGE, il y a lieu de modifier momentanément la circulation et le stationnement sur ces voies.

**ARRETE**

**Article Ier.-. REGLEMENTATION**

Du 30 mai au 19 juin 2023, les mesures suivantes sont applicables impasse (chemin) de la Cressonnière.

**Article 1.1.-. Circulation**

- Le stationnement est interdit au droit du chantier et à proximité des travaux.
- L'impasse de la Cressonnière est barrée est fermée à la circulation de 8h à 17h sauf accès riverains et entreprises.
- Un boitage « info riverains » est fait par l'entreprise SATO – GB FORAGE en amont des travaux.
- Collecte des déchets avant 8h00.
- La chaussée est réduite au droit de l'intervention.
- La circulation est alternée manuellement par sens de priorité (par panneaux B15-C18).
- La vitesse est limitée à 30km/h dans la zone des travaux.
- Le dépassement est interdit au droit des travaux.
- La circulation piétonne est déviée vers le trottoir opposé aux travaux conformément aux articles R412-37 et R412-39 du Code de la Route pendant les travaux.

**Article 1.2.-. Stationnement**

Le stationnement des véhicules, excepté pour l'entreprise SATO – GB FORAGE est interdit et qualifié de gênant au sens de l'article R417-10 du Code de la Route au droit du chantier et à proximité des travaux.

**Article II.-. SIGNALISATION**

La signalisation de chantier est mise en place par l'entreprise SATO – GB FORAGE. Elle sera chargée de sa surveillance et de son entretien pendant toute la durée du chantier. Elle sera tenue responsable 24h/24 de tout accident ou incident qui pourrait être causé par sa négligence.

L'entreprise SATO – GB FORAGE est dans l'obligation de poser l'ensemble des panneaux de signalisation conformément à la réglementation en vigueur en se référant au manuel de chantier en voirie urbaine (CERTU).

L'entreprise SATO – GB FORAGE est tenue de pouvoir fournir au gestionnaire de la voirie et à la commune la date et l'heure exacte de la pose et dépose des panneaux de signalisation mis en place, du masquage et du démasquage de la signalisation existante.

Le masquage et le démasquage des panneaux sont pris en charge par l'entreprise suivant l'avancement des travaux pour permettre une signalisation cohérente avec les mesures prises dans cet arrêté.

Article III : Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier par le soin de l'entreprise SATO – GB FORAGE.

Article IV : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article V : Monsieur le Maire, Monsieur le Commissaire de Police de Rouen, Monsieur le Brigadier Chef Principal de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du SAMU, Le SDIS, la Direction des Déchets et la Direction des Transports de la Métropole et Monsieur le Directeur de l'entreprise SATO – GB FORAGE.

Fait à Malaunay, le 25/05/2023

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication